

# Synthèse régionale

## Une année difficile malgré quelques signes favorables

En 2014, l'économie martiniquaise reste atone, en ligne avec l'évolution de l'activité nationale. L'absence de visibilité des entreprises a pour conséquence la poursuite des pertes d'emplois, notamment dans la construction. Le marché du travail, pénalisé par le secteur de la construction, pèse sur l'activité à travers une moindre distribution de revenus. Les ménages restent prudents malgré des gains de pouvoir d'achat portés par une désinflation continue.

Nicolas Prud'homme, Insee

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents. L'économie française croît faiblement, le PIB de la France progresse de 0,2 % après + 0,3 % en 2013. Dans la région d'Amérique Latine et de la Caraïbe, l'activité globale a poursuivi son ralentissement (1,3 %). Depuis 2011, la croissance de la Martinique s'inscrit sur une tendance baissière qui se prolongerait en 2014.

### Un marché du travail atone

Certes, les effectifs de l'emploi principalement marchand se stabilisent, mais l'industrie et la construction sont les secteurs économiques de la région qui ont souffert de pertes d'emplois au profit du tertiaire. Conséquence de l'atonie du marché du travail, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi se stabilise. Cette stabilité cache néanmoins une situation dégradée pour les plus de 50 ans et les femmes.

Dans un contexte de fort chômage, les politiques de l'emploi ont été renforcées pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées du marché du travail. En Martinique, globalement, la mobilisation en faveur de ce dispositif s'essouffle, les bénéficiaires

sont beaucoup moins nombreux. Seuls les contrats en alternance affichent une nette progression par rapport à 2013, + 55,9 %, sans atteindre cependant le niveau de 2012.

### La construction toujours en difficulté

Les indicateurs relatifs au secteur de la construction et à la création d'entreprises sont restés orientés à la baisse en 2014. Sur le marché immobilier, l'activité ralentit. L'activité des travaux publics autour des chantiers du Transport en Commun en Site Propre (TCSP) et du plateau technique du CHU ne suffit pas à compenser la baisse du nombre de logements autorisés à la construction. Quant aux créations d'entreprises, elles ont baissé en 2013, notamment dans la construction et les services aux particuliers et aux entreprises. De manière plus rassurante, le nombre de défaillances d'entreprises a diminué pour retrouver son niveau d'avant crise de 2009.

### Des signes de reprises timorés

Cependant, une série d'indicateurs économiques laisse également entrevoir une stabilisation, voire un début de reprise de l'économie martiniquaise. L'inflation continue de baisser et pourrait constituer une augmentation du pouvoir d'achat pour les ménages. Le bilan touristique est mitigé : le trafic de passagers aéroportuaires

reste stable malgré la conjoncture économique morose. La hausse du fret aérien résulte principalement du fret à l'export. Malgré une baisse importante de la fréquentation hôtelière, le trafic portuaire est dynamique avec notamment des croisiéristes plus nombreux. De même, les résultats de l'agriculture sont partagés : le rendement de la banane est en hausse mais celui de la canne à sucre en recul.

### Des perspectives incertaines pour 2015

Les indicateurs avancés ne laissent pas apercevoir, pour 2015, une amélioration marquée de l'activité économique en Martinique. Certes, les intentions d'investissement des entreprises se redressent et l'activité financière est à la hausse. Mais l'incertitude reste toutefois grande sur le front du marché du travail d'une part, sur les ajustements budgétaires et fiscaux, d'autre part, pouvant amoindrir ou, au contraire, étayer cette atonie dans la région. Enfin, le temps de la mise en place opérationnelle de la Collectivité territoriale de Martinique (CTM), l'impulsion de nouveaux projets risque d'être reportée sur l'année 2016. De plus, la baisse et le vieillissement de la population martiniquaise pèsent négativement sur la consommation.

# Contexte national et international

## Légère accélération de l'activité mondiale

Fabien Breuilh, Insee

En 2014, la croissance mondiale est restée modeste et inégale en fonction des régions, dans un contexte de perspectives toujours médiocres à moyen terme et de chute du prix du pétrole. La reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Aux États-Unis, l'activité a été soutenue par la consolidation du marché du travail. Dans le même temps, les revenus des ménages ont été peu rognés par la hausse des prix en 2014 (+1,5 %). La reprise américaine s'annonce solide. La demande intérieure, portée par les ménages en raison des gains de pouvoir d'achat et par les entreprises grâce à la réouverture du marché du crédit à des taux historiquement faibles, a amplifié la reprise de l'investissement (+3,9 %).

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation de l'activité dans plusieurs autres grands pays exportateurs de pétrole, notamment le Brésil et la Russie.

### Zone Euro, vers la fin de la récession

La zone euro renoue timidement avec la croissance (+0,9 %), après deux années de contraction de l'activité. Les hétérogénéités y sont moins fortes qu'en 2013. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar. Ces deux effets soutiennent la demande intérieure, via l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages et les entreprises à travers les gains de compétitivité prix. Ainsi, le commerce extérieur contribue plus positivement au développement économique de la zone.

L'activité dans la zone euro se consolide, soutenue par la fin des politiques d'austérité, ce qui se traduit par l'allègement de la pression fiscale sur les ménages et les entreprises et par une légère reprise des dépenses publiques (+0,7 %). Cependant, les consolidations budgétaires pèsent encore sur le marché du travail qui peine à redémarrer. Ainsi, en lien avec la moindre distribution des revenus du travail et malgré l'inflation quasi-nulle, la

demande intérieure finale progresse lentement, +1,5 % comme en 2013. Les opérations de soutien de la Banque Centrale Européenne afin d'apaiser les tensions financières, commencent à porter leurs fruits. Ainsi, le desserrement des conditions de crédit, combiné à des taux historiquement bas, profite au redémarrage de l'investissement dans certains pays (+1,0 % après deux années d'important repli).

L'activité accélère dans la plupart des pays de la zone, hormis en Italie où les fortes incertitudes sur les politiques fiscales pèsent sur la demande intérieure (0,7 %) et prolongent la récession. L'Espagne et le Portugal sortent de la récession (respectivement +1,4 % et +0,8 %), et l'activité en Allemagne (+1,6 %) reste plus dynamique que dans le reste de la zone. En Grèce, la situation se stabilise finalement, suite à l'espoir apporté par les dernières élections.

En 2014, la désinflation se poursuit en Europe. Les prix progressent très faiblement (+0,4 % après +1,3 %), progression la plus basse depuis la création de la monnaie unique.

### L'économie française croît faiblement

En 2014, l'activité en France progresse faiblement (+0,2 % après +0,3 % en 2013). Comme en 2013, la demande intérieure constitue le premier moteur de la croissance (+0,5 point), principalement soutenue par la consommation des ménages qui accélère (+0,6 % après +0,4 % en 2013). Le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %) compense le recul de leurs investissements (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (5,3 % en 2014).

En 2014, les exportations progressent fortement (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Dans le même temps, en ligne avec le dynamisme de la demande intérieure, les importations accélèrent vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, les

échanges extérieurs pèsent sur la croissance de -0,5 point.

L'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. En lien, avec un investissement total toujours atone, la construction recule fortement (-3,6 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-2,1 % après +2,2 %).

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013).

En ligne avec l'emploi qui croît légèrement, le revenu des ménages accélère (+1,1 % après +0,7 % en 2013). Ainsi, porté par une inflation nulle, le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 %), après les légères pertes survenues en 2013 (-0,1 %).

### L'activité reste modérée en Amérique latine et dans les Caraïbes

En 2014, avec une croissance limitée à 1,3 %, le rythme d'expansion dans la zone Amérique Latine et dans les Caraïbes (LAC), est le plus faible enregistré depuis 2002 (hors crise financière de 2009). Cependant, les pays du LAC continuent de recevoir d'importants volumes d'investissements et le marché de la dette privée est soutenu par le contexte général de taux historiquement bas. La baisse des prix des matières premières a constitué un important soutien aux pays consommateurs de la région.

L'activité globale marque le pas en raison du fort ralentissement des investissements étrangers liés aux mauvaises perspectives, en particulier au Brésil et au Venezuela sensibles à la chute du prix des matières

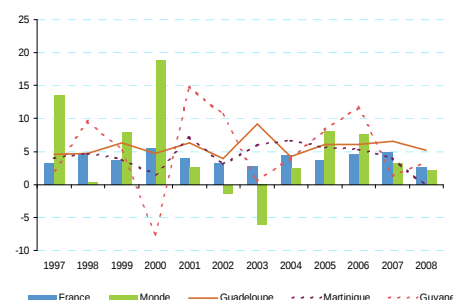
premières. Dans ce contexte, les monnaies au change flottant se sont vues fortement dépréciées, presque 20 % contre le dollar depuis le milieu de l'année 2014. Dans ces pays, les conditions de financement se dégradent. La hausse des primes de risque, en particulier pour les dettes souveraines et/ou celles des entreprises exposées au prix des matières premières alourdissent les charges de la dette.

Les économies de la Caraïbe et de l'Amérique du Sud affichant une forte dépendance énergétique, ont été soutenues par l'allègement de leur facture pétrolière. Cela leur a permis de réduire les déficits et dans le même temps le poids de la fiscalité dans le cadre des consolidations budgétaires. Ainsi, ces pays ont amélioré leur crédibilité monétaire et contenu l'inflation, qui avait fortement pesé sur la croissance l'année précédente.

Dans le secteur privé, la baisse du cours du pétrole a amélioré la compétitivité des entreprises leur permettant d'élargir leurs débouchés. La reprise de la demande mondiale portée par la consolidation de la croissance des États-Unis a soutenu les économies aux composantes touristiques fortes ou au fort potentiel de développement économique, cible des investissements étrangers/américains. Les activités touristiques dans la zone Caraïbe ont également profité des tensions géopolitiques en Orient, qui, combinées aux effets du prix du pétrole, soutiennent la compétitivité de la zone dans ce secteur.

### 1 L'activité mondiale impacte plus l'économie nationale que ses économies ultra-périphériques

Évolution annuelle comparée des PIB en valeur (en euro)



Source : Insee Comptes Nationaux Annuels, FMI avril 2015.

La croissance mondiale en 2014 est restée modeste, reflétant une reprise de la croissance dans les économies avancées par rapport à l'année précédente et un ralentissement dans les marchés émergents et les économies en développement. Les multiples facteurs, qui ont affecté la croissance mondiale devraient persister en 2015 et façonner l'activité à moyen et à long terme (les chocs économiques, financiers ou géopolitiques).

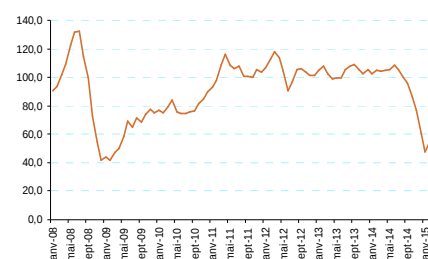
Les économies avancées continueraient de se redresser au premier semestre 2015, grâce aux soutiens conjugués de l'amélioration du marché du travail, du recul des prix de l'énergie et de nouvelles relances budgétaires. Dans ce climat conjoncturel favorable, l'activité y serait comparable à celle du second semestre 2014.

Au total, la croissance mondiale serait en légère hausse en 2015, portée par celles des économies avancées, et toutefois affaiblie par les marchés émergents, reflétant des perspectives plus modérées pour certaines grandes économies émergentes et les pays exportateurs de pétrole.

En France, dès le premier semestre 2015, l'économie retrouverait une croissance un peu plus forte. L'acquis de croissance annuelle atteindrait + 0,8 % mi-2015, après trois années très ternes (+0,4 %). Cette accélération serait portée par la consommation des ménages qui augmenterait nettement tout au long du premier semestre 2015. Ainsi, le principal moteur de l'économie française redémarrerait. Il profiterait des gains de pouvoir d'achat, qui accéléreraient d'ici mi-2015, soutenus par la désinflation. Néanmoins, deux aléas : le prix du pétrole et le niveau de confiance des ménages, sont identifiés. Ils pourraient entacher la réalisation de cette prévision de court terme.

### 2 Les prix du pétrole chutent en fin d'année

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (Texas) (calcul à pondération égale) (en \$ / baril)



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org)

### 3 Reprise progressive de la croissance

Croissance du PIB en 2012, 2013 et 2014, projections pour 2015 et 2016 (en %)

|                                           | 2012       | 2013       | 2014       | 2015       | 2016       |
|-------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>Monde</b>                              | <b>3,4</b> | <b>3,4</b> | <b>3,4</b> | <b>3,5</b> | <b>3,8</b> |
| <b>Économies avancées</b>                 | <b>1,2</b> | <b>1,4</b> | <b>1,8</b> | <b>2,4</b> | <b>2,4</b> |
| Etats Unis                                | 2,3        | 2,2        | 2,4        | 3,1        | 3,1        |
| Zone Euro, dont :                         | -0,8       | -0,5       | 0,9        | 1,5        | 1,6        |
| <i>France</i>                             | 0,3        | 0,3        | 0,4        | 1,2        | 1,5        |
| <i>Allemagne</i>                          | 0,6        | 0,2        | 1,6        | 1,6        | 1,7        |
| Japon                                     | 1,8        | 1,6        | -0,1       | 1,0        | 1,2        |
| <b>Pays émergents ou en développement</b> | <b>5,2</b> | <b>5,0</b> | <b>4,6</b> | <b>4,3</b> | <b>4,7</b> |
| <i>Chine</i>                              | 7,8        | 7,8        | 7,4        | 6,8        | 6,3        |
| <i>Inde</i>                               | 5,1        | 6,9        | 7,2        | 7,5        | 7,5        |
| <b>Amérique Latine - Caraïbes</b>         | <b>3,1</b> | <b>2,9</b> | <b>1,3</b> | <b>0,9</b> | <b>2,0</b> |
| Brésil                                    | 1,8        | 2,7        | 0,1        | -1,0       | 1,0        |
| Venezuela                                 | 5,6        | 1,3        | -4,0       | -7,0       | -4,0       |
| Amerique Centrale <sup>1</sup>            | 4,0        | 4,0        | 4,0        | 4,2        | 4,3        |
| <i>Panama</i>                             | 10,7       | 8,4        | 6,2        | 6,1        | 6,4        |
| <b>Caraïbes<sup>2</sup></b>               | <b>3,5</b> | <b>3,6</b> | <b>4,7</b> | <b>3,7</b> | <b>3,5</b> |
| <i>Haïti</i>                              | 2,9        | 4,2        | 2,7        | 3,3        | 3,8        |
| <i>République Dominicaine</i>             | 2,6        | 4,8        | 7,3        | 5,1        | 4,5        |
| <i>Antigua et Barbuda</i>                 | 3,6        | 1,8        | 2,4        | 1,9        | 2,3        |
| <i>Dominique</i>                          | -1,4       | -0,9       | 1,1        | 2,4        | 2,9        |
| <i>Sainte-Lucie</i>                       | 0,6        | -0,5       | -1,1       | 1,8        | 1,4        |
| <i>Barbade</i>                            | 0,0        | 0,0        | -0,3       | 0,8        | 1,4        |
| <i>Trinidad et Tobago</i>                 | 1,4        | 1,7        | 1,1        | 1,2        | 1,5        |
| <i>Suriname</i>                           | 4,8        | 4,1        | 2,9        | 2,7        | 3,8        |

<sup>1</sup> Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama.

<sup>2</sup> Antigua et Barbuda, The Bahamas, Barbados, Dominica, the Dominican Republic, Grenada, Haïti, Jamaïque, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines and Trinidad et Tobago.

Source : FMI, World Economic Outlook, avril 2015 sauf (\*) Insee, comptes nationaux, base 2010.

## Pour en savoir plus

- Fonds Monétaire International - World Economic Outlook (WEO), "Uneven Growth : Short- and Long-Term Factors", avril 2015, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2015/01/>
- Regional Economic Outlook, Western Hemisphere, "Regional Economic Outlook: Western Hemisphere - Northern Spring, Southern Chills", avril 2015, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/whd/eng/wreo0415.htm>
- Insee - Note de conjoncture, «Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges», mars 2015, [http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous\\_theme=3&page=note.htm](http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm)
- Les comptes de la nation en 2014, Insee Première n°1549, mai 2015.